



La lettre du Sénateur

CHRISTOPHE-ANDRÉ FRASSA



N° 18 - Juin 2019

EDITORIAL

COURAGE, RESTONS !

Nous voilà donc un mois après les élections européennes : les résultats sont ceux que l'on connaît et après un moment nécessaire d'analyse et de bilan, d'autocritique et d'introspection, il est désormais temps d'engager une nouvelle dynamique de nature à déromper tous ceux qui voudraient prescrire au paysage politique français la disparition de la droite républicaine.

Le résultat de la liste Les Républicains est sans appel et constitue un échec cuisant que personne ne nie. Il est également un signal fort qui n'est pas celui du glas mais plutôt celui d'un nécessaire renouveau de la droite républicaine, sociale et populaire, seule à même d'emporter la conviction de nos compatriotes.

Ce score catastrophique -et le cortège de départs qui l'accompagne depuis quelques semaines- est, en outre, davantage la fin d'un cycle enclenché en 2017 et LR doit désormais se refonder autour d'un projet politique fidèle à nos valeurs et capable de rassembler largement les Français.

Souvenons-nous, à cette occasion, que le rassemblement est dans notre ADN plus que dans celui de tout autre mouvement ou parti politique.

Il nous appartient donc de proposer un modèle de société qui puisse se poser en alternative au cynisme de ceux qui misent sur l'abandon et la dissémination des perdants de la mondialisation vers des votes extrêmes et mortifères en faisant le pari que, bon an mal an, élections après élections, une majorité plus ou moins courte (rappelons que la liste de Mme LOISEAU est arrivée seconde le 26 mai dernier) tombera dans l'illusion d'un vote La République En Marche désigné comme « utile » dans un cadre hystérisé à dessein.

C'est là le premier volet de ce que j'appellerai le vote Désignation/Résignation.

Ce positionnement politique, qui pourrait se résumer à « moi ou le chaos », est d'autant plus une bombe à retardement qu'il mise sur le désenchantement en suscitant un vote non pas de conviction, d'engouement ou d'espoir, mais une expression de renoncement et d'acceptation de ce qui est présenté comme la moins pire des solutions, c'est-à-dire une mondialisation dont les injustices seraient le prix à payer pour que ceux qui évoluent dans les secteurs économiques protégés, et qui en sont donc plus ou moins les gagnants, puissent continuer à en profiter.

Nous sommes là sur le second axe du vote Désignation/Résignation.

Cet affaiblissement de l'offre politique est d'autant plus dangereux que LREM ne veut pas rassembler, ou ouvrir notre monde politique à une culture de la coalition (et pourquoi pas), mais étouffer et ainsi voir disparaître une forme de pluralité et de clivage qui sont pourtant le sel de notre démocratie.

A tous ceux qui voudraient faire accroire que le modèle clivage/alternance est dépassé et que la panacée serait ce triomphe du soi-disant « bon sens » avec pour vocation de réunir deux Français sur trois (un sentiment de déjà vu, non ?), je réponds qu'ils oublient un peu vite le fait que le rapport de force est à l'origine, et en toute chose, du point d'équilibre ; l'actualité à venir risque de le leur rappeler encore une fois s'il en était besoin.

.../...

Lorsque le débat parlementaire est atone, car les oppositions étouffées et méprisées, lorsque le gouvernement a à cœur d'agir sans tolérer le contradictoire, répondant sur un ton tout à la fois mielleux et fielleux à ceux qui osent encore s'exprimer qu'ils sont l'« ancien monde » occupé à freiner le « progrès », il ne faut pas s'étonner d'assister à l'émergence de mouvements contestataires.

Lorsque la démocratie représentative est foulée aux pieds, lorsque les Français n'ont plus le sentiment que leur voix est portée, haut et fort, par la représentation nationale, se désespérant encore un peu plus de l'utilité de la participation aux élections, alors le débat trouve d'autres enceintes que celles du Sénat et de l'Assemblée nationale.

Il est sain que le débat politique soit vif, fort, affirmé et nourrisse les concessions car, dans le cas contraire, le rapport de force et la violence qu'il sous-tend se déplace dans la rue. Au final, tout jupitérien qu'il soit, aveugle et sourd à l'expression des mouvements politiques et corps intermédiaires qui ne sont pas des siens, le président de la République a dû amender son action politique... tout ça pour ça !

Nous devons donc proposer de toutes nos forces une alternative à ce cynisme politique qui fait le pari qu'un second tour face au Rassemblement National, doublé d'abstentionnisme, sera favorable à une victoire par défaut de la majorité présidentielle. C'est à nous qu'il appartient de proposer un projet d'adhésion, de conviction, de chair et d'âme, en alternative au vote Désignation/Résignation. Comme l'écrit Bruno RETAILLEAU en conclusion de son ouvrage *Refondation*, il nous faut retrouver « *cette force brute et vraie, celle qui trop souvent fait défaut à notre famille politique : la simplicité des convictions.* »

La droite républicaine doit donc être celle des courants sociaux et populaires et doit avoir à cœur de représenter à nouveau cette France du métro de 18 heures, si chère au Général de GAULLE. A l'occasion de ce temps salvateur de la reconstruction, notre famille politique doit à mon sens renouer avec cet élément de différenciation qui est la clef d'un modèle de société équilibré, celui d'un Etat fort. Cet Etat fort, il doit s'appuyer sur les territoires, tous les territoires, y compris outre-frontière. C'est le sens de l'initiative lancée par le Président du Sénat, Gérard Larcher, de faire émerger les idées de nos territoires et d'en constituer le socle programmatique.

Trois grands piliers de cette droite me paraissent notamment être une réponse particulièrement pertinente aux enjeux actuels :

- Un Etat stratège qui anticipe les mutations environnementales et économiques et qui engage toute sa puissance dans un projet de planification économique et industrielle qui saura dessiner la France des 50 prochaines années. C'est ce levier qui nous permettra de tourner le dos au renoncement et à la résignation dont l'actualité nous a encore donné un exemple criant à Belfort et qui nous permettra de faire valoir un véritable avantage concurrentiel face aux puissances émergentes, y compris à travers le monde dans le cadre de nos partenariats et échanges industriels et commerciaux ;
- Un Etat garant qui sécurise le parcours de ses concitoyens, tant en France qu'à l'étranger, en ayant à cœur de renouer avec des services publics raisonnés et renforcés. Je continuerai ainsi à agir pour que nos enfants puissent bénéficier de l'accès à un service d'éducation de qualité et que ce gouvernement ouvre enfin ce qui nous fait défaut, un rectorat des établissements français à l'étranger ;
- Un Etat partenaire qui accompagne, facilite et libère les initiatives privées tant en France qu'à l'étranger, faisant de l'entrepreneuriat une valeur fondamentale de notre économie ainsi qu'un fer de lance de notre rayonnement à l'étranger. Mais parce que nous devons faire mieux et pas seulement bien, je continuerai à interpeller le gouvernement sur ce sujet en espérant qu'il porte enfin son attention sur la nécessité de revigorer notre présence dans le monde à travers le cadre du développement solidaire et du codéveloppement, véritable marque de fabrique de l'initiative française à l'étranger, telle que pensée par Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy.

Vous l'aurez compris, je suis de ceux qui restent car convaincu que le projet de société que nous portons est le meilleur pour la France et qu'il mérite, que ce soit dans le cadre d'une majorité ou d'une coalition, d'être mis en œuvre pour le plus grand bénéfice de la France et des Français.

EDITORIAL (suite et fin)

Certes, nous devons d'abord nous relever de deux années en eaux troubles mais nous devons surtout rompre avec les spécialistes du sel sur les plaies qui se plaisent à rejouer le match indéfiniment : nous devons désormais mettre nos énergies au service du renouveau.

A tous ceux qui me parleront encore et encore du « nouveau monde » politique, galvaudant toujours plus les termes de « modernité » et de « progressisme », je répondrai par cette adresse de Napoléon III aux Français dans le cadre de la Constitution de 1852 : « [...] j'ai cru logique de préférer les préceptes du génie aux doctrines spécieuses d'hommes à idées abstraites ».

Alors, pour toutes ces raisons, courage, restons !



Association des Sénats d'Europe
Association of European Senates

PARIS - 2019
Sénat - Palais du Luxembourg



XX^e session
13, 14 et 15 juin 2019

20th session
13, 14 and 15 June 2019

Comme c'est le cas chaque année depuis la création de l'Association à Paris en 2000, la 20^{ème} réunion de l'Association des Sénats d'Europe, au Palais du Luxembourg, qui s'est tenue du 13 au 15 juin 2019, a été l'occasion d'échanges et de propositions sur un thème de notre actualité parlementaire et institutionnelle. Cette année elle sera consacrée au thème suivant : « **Le bicamérisme, un atout pour la démocratie** ». Cette réunion a été placée, à titre exceptionnel, sous le signe d'un **dialogue avec les pays d'Afrique** comportant une seconde chambre. En effet, nos pays doivent faire face à des défis communs et il est de notre intérêt partagé de les relever ensemble, qu'il s'agisse du développement, de l'éducation, de la résolution de crises, de l'environnement et des conséquences du réchauffement climatique ou des phénomènes migratoires.

« Je pense que les Parlements nationaux, et les Chambres hautes en particulier, peuvent jouer un rôle important pour rapprocher les points de vue et proposer ensemble des réponses. Je me réjouis donc de l'occasion qui nous est ainsi offerte d'échanger des expériences parlementaires et de formuler des propositions de nature à répondre à ces enjeux majeurs pour l'avenir du continent européen ».

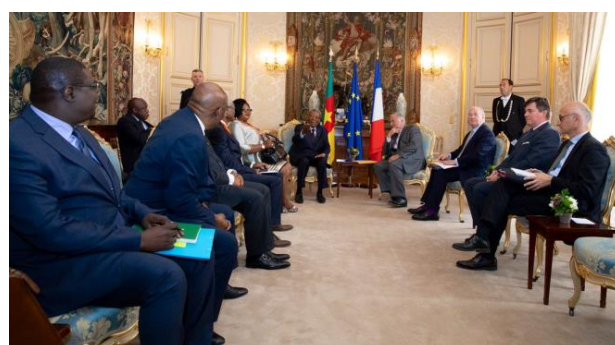
Gérard LARCHER



Dans le cadre du groupe France-Afrique centrale que je préside, à la veille de l'ouverture de la 20^{ème} réunion de l'Association des Sénats d'Europe, j'ai reçu le Président du Sénat du Congo, Pierre NGOLO, afin de poursuivre et d'approfondir nos échanges après notre voyage à Brazzaville et Pointe Noire en avril dernier.



Aux côtés de Gérard LARCHER, j'ai participé à son entretien avec Marcel NIAT NJIFENJI, Président du Sénat du Cameroun, autour de la coopération parlementaire, d'une future association des sénats d'Afrique et du rôle du bicamérisme dans la démocratie.



Entretien de Gérard LARCHER avec Pierre NGOLO, Président du Sénat

du Congo autour du renforcement de la coopération entre nos deux assemblées, de l'accord conclu entre le Congo et le FMI et de la situation économique et des attentes de nos entreprises.



Aux côtés de Gérard LARCHER pour son entretien avec Lucie MILEBOU-AUBUSSON, Présidente du Sénat du Gabon, sur l'importance de la 2^{ème} chambre dans un Parlement pour permettre la représentation de la diversité.



Ouverture, par Gérard LARCHER de la 20^{ème} session des Sénats d'Europe

« En tant que président de la 20^{ème} réunion de l'Association des Sénats d'Europe j'ai invité les présidents des Sénats d'Afrique. Nos deuxièmes chambres enrichissent la représentation démocratique, participent à la cohésion nationale, territoriale et sociale de nos sociétés souvent fragmentées »

Gérard LARCHER

A l'occasion de la 20^{ème} session des Sénats d'Europe, je suis intervenu sur la chaîne Public Sénat pour parler du bicamérisme et de la relation que le Sénat Français entretient avec les Sénats africains. Je suis également revenu sur la nécessité du dialogue entre parlementaires dans la relation entre la France et la Russie. Enfin, j'ai voulu revenir sur la réforme institutionnelle voulue par le gouvernement.



(retrouvez mes prises de parole à 1h39 et 2h19 dans le déroulé de l'émission).

Les Présidents des délégations de l'Association des Sénats d'Europe ont conclu que le volet parlementaire du dialogue politique, sous des formes diverses et complémentaires (multilatérale, régionale et bilatérale, grâce notamment aux groupes interparlementaires d'amitié qui favorisent le dialogue entre les Parlements et les peuples), devait être renforcé.

Ils ont estimé que la 1^{ère} rencontre entre Sénats africains et européens ne devait pas rester sans lendemain et que le dialogue devait se poursuivre et s'amplifier. Plusieurs Sénats africains envisagent de leur côté la constitution d'une association des Sénats d'Afrique.

Déplacement en Russie - St Pétersbourg



Rencontre, en compagnie de mes collègues Jacky DEROMEDI et Ronan LEGLEUT, avec des députés de l'Assemblée législative de Saint Pétersbourg pour parler de la relation bilatérale et du nécessaire dialogue qu'il faut maintenir et renforcer entre la France et la Russie.



Nous avons été heureux de rencontrer et d'échanger avec les acteurs économiques français de Saint-Pétersbourg pour mieux connaître la réalité du climat des affaires et les enjeux actuels.



Nous avons rencontré des parents d'élèves et visité l'école française de Saint-Pétersbourg en compagnie de Hugues de CHAVAGNAC, Consul général de France.

Nous avons également participé à un débat très intéressant avec les étudiants francophones du haut collège d'économie de Saint-Pétersbourg.



Nous avons échangé notamment sur le rôle de la France dans le monde, de son influence, du multilatéralisme onusien ou du Brexit et de l'Union européenne. Un grand merci à Vera AGEEVA, professeure au sein du haut collège d'économie, pour l'organisation et l'animation de cette rencontre.

Déplacement en Russie - St Pétersbourg



Avec Hughes de CHAVAGNAC, Consul général de France, nous avons abordé les différents aspects de la vie de nos compatriotes et des associations françaises qui animent la communauté.

Très sympathique soirée avec des membres de la communauté française de Saint-Pétersbourg. Un moment toujours privilégié qui nous permet de rencontrer nos compatriotes et d'être à leur écoute.



Nous avons assisté à un formidable moment à l'Institut Français, à l'invitation des étudiants de l'Union des Français de l'étranger de Saint-Pétersbourg, qui avaient organisé un concours d'éloquence entre 4 équipes d'étudiants francophones.

Déplacement en Russie - Moscou



Autour de Sylvie BERMANN, Ambassadrice de France en Russie, nous avons fait un large tour d'horizon avec les représentants de la communauté française à Moscou, sur l'actualité de la relation bilatérale et la situation de nos compatriotes installés en Russie.

Déplacement en Russie - Moscou



Entretien à Moscou avec Anatoly TORKUNOV, recteur de la [MGIMO](#). L'Institut d'État des relations internationales de Moscou auprès du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie est une université russe renommée, spécialisée dans le domaine des relations internationales. Nous avons notamment parlé du [Dialogue de Trianon](#) lancé le 9 février 2018, qui vise à renforcer les liens entre les sociétés civiles russes et françaises, en développant de nouvelles opportunités d'échanges et des projets communs à nos deux pays, notamment sur les thématiques environnementales.

Avec les étudiants francophones de la MGIMO, nous avons par la suite échangé sur l'état actuel et les perspectives des relations franco-russes.



Retour à l'Ambassade de France pour une très belle soirée à Moscou à l'initiative de l'UFE Moscou et de son président Alexis TARRADE, en présence de l'Ambassadrice Sylvie BERMANN, avec un récital de piano exceptionnel du jeune virtuose Gérard AIMONTCHE.

Visite de l'Ecole primaire et du Lycée Alexandre-DUMAS de Moscou pour évoquer les projets immobiliers d'extension, les préoccupations des enseignants sur les détachements et les attentes des parents d'élèves en matière de qualité de l'enseignement.



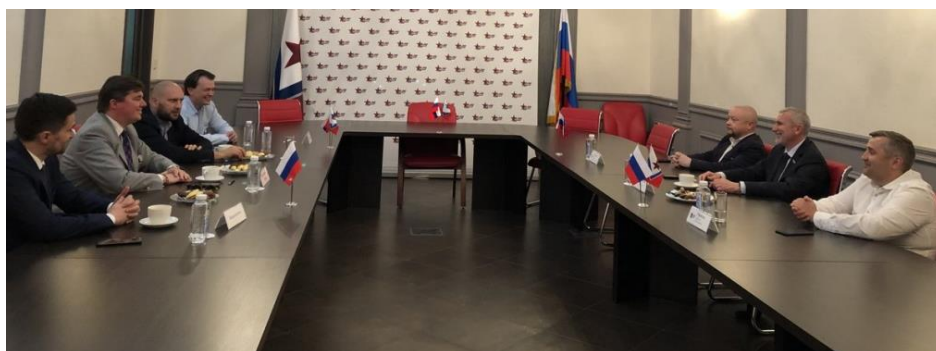
Au siège des Jeunes Gardes de Russie Unie avec Dasha SHAROVA, en charge des Relations Internationales, pour échanger sur l'implication des jeunes générations dans la politique nationale de nos pays respectifs.

Déplacement en Russie - Moscou



Rencontre à Moscou avec Alexei JOURAVLEV, Député à la Douma et Président du parti Rodina pour parler de la situation politique en Russie, des relations avec la France et des résultats des récentes élections Européennes. Nous avons discuté des perspectives d'établir de nouvelles relations politiques entre Moscou, Paris et l'Europe dans son ensemble, ainsi que le développement des liens économiques russo-français.

Une attention particulière a été accordée également à la mise en place de contacts interpartis et à la poursuite de la coopération entre Rodina et Les Républicains.



Entretien avec Alexander ROMANOVITCH, ancien Vice-président de la Douma et Vice-président du parti Russie Juste avec qui nous avons parlé de la situation en Ukraine et de la nécessité de faire aboutir les Accords de Minsk.

Déplacement en Russie - Volgograd



6 juin 1944 / 6 juin 2019. En ce jour de commémoration du 75^{ème} anniversaire du débarquement, n'oublions pas que la bataille contre le nazisme s'est d'abord jouée ici à Stalingrad.



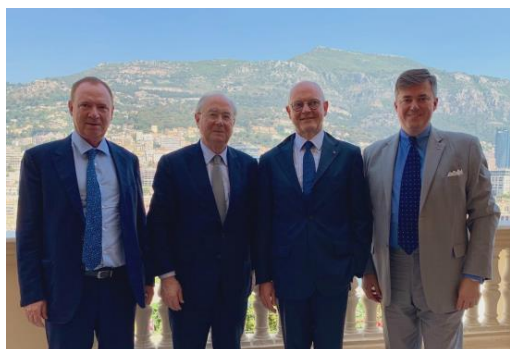
Je souhaite adresser un grand merci à Alexis TARRADE, Président de l'UFE Russie, ainsi qu'à Edgar SÉEBERGER et à Gérald AUTIER pour l'organisation de l'ensemble des entretiens et des rencontres que j'ai pu avoir grâce à eux lors de ce déplacement en Russie.

Déplacement à Monaco



Réunion des deux groupes interparlementaires d'amitié, monégasque et français, présidé pour le Sénat français par ma collègue Colette GUIDICELLI et pour Monaco par Stéphane VALERI, par ailleurs Président du Conseil National de Monaco, pour approfondir nos relations en abordant le rôle du Conseil National, la relation avec l'Europe, la place et le rôle de la communauté française, les travailleurs frontaliers et l'environnement.

Déplacement à Monaco



Très large tour d'horizon, instructif et prospectif, avec SEM Serge TELLE, Ministre d'Etat du Gouvernement de la Principauté de Monaco, dans le cadre du rapport de la Commission des affaires étrangères du Sénat sur l'éventuel accord d'association entre Monaco et l'Union Européenne.

Poursuite des entretiens dans le cadre du rapport de la commission des affaires européennes du Sénat avec Gilles TONELLI, Ministre des affaires étrangères et Négociateur du Gouvernement de la Principauté de Monaco auprès de l'Union Européenne concernant l'accord d'association. Une vision du Monaco du 21^{ème} siècle qui s'inscrit en Europe.



Echanges constructifs avec Stéphane VALERI, Président du Conseil National et Fabrice NOTARI, Président de la Commission de suivi de l'Accord d'association avec l'Union Européenne sur les avantages et les inconvénients d'un tel accord pour la pérennité de la Principauté.



Très heureux d'échanger avec Alexandre CURNOL, le dynamique Président de l'UFE Washington, sur les attentes des Français installés dans la capitale des USA et ses actions en faveur des jeunes expatriés.

Avec Christine LELEUX, Vice-présidente de l'UFE Grande Bretagne, nous avons fait un large tour d'horizon sur la situation de nos compatriotes vivant au Royaume-Uni et de leurs préoccupations concernant le Brexit.



Avec Jacques BRION, Conseiller Consulaire à Miami, nous avons fait un point sur la situation des Français installés dans le sud des USA et sur les actions qu'il mène au sein de la Chambre de commerce, de la section des CCE ainsi qu'à l'Alliance française.

Très heureux de retrouver mes amis Achille et Chantal FORLER pour parler avec eux de la situation en Inde. Achille a été de nombreuses années élu au CSFE et c'est aujourd'hui Chantal qui est Conseiller consulaire à Mumbai. Un couple engagé au service de nos compatriotes.



Prises de parole en séance ou en commissions, questions écrites, retrouvez l'ensemble de [mes activités au Sénat](#) et sur les réseaux sociaux



CHRISTOPHE-ANDRÉ FRASSA
Sénateur représentant les Français établis hors de France

Au Sénat
15 rue de Vaugirard
75006 Paris
Tél : +33 (0) 1 42 34 46 57
c.frassa@senat.fr

